



# Contexte national et international

## 2006 : la France peine à suivre le mouvement

En 2006, l'environnement international s'avère beaucoup plus favorable qu'au cours des cinq années précédentes. La zone euro connaît une forte expansion portée par l'embellie de l'Allemagne, notre principal partenaire. Dans ce contexte bien meilleur, l'économie française donne l'impression de ne pas suivre le mouvement. Les difficultés à maintenir nos parts de marché, la pénétration croissante des importations et un rebond plus modeste des investissements des entreprises amortissent les retombées d'un environnement international porteur.

Seule la consommation des ménages ne flanche pas et demeure la vraie locomotive de l'activité hexagonale.

L'année 2006 est celle de la reprise allemande et européenne. L'économie française évolue dans un environnement international beaucoup plus favorable qu'au cours des cinq années précédentes.

La zone euro, qui patine à 1,5 % de croissance en 2005, connaît une forte expansion (+ 2,8 %) portée par l'embellie de l'Allemagne. Ce pays redevenait le premier exportateur mondial, son investissement bondit de 6,4 % et

sa production manufacturière gonfle de 6,1 %.

L'accélération européenne est rendue possible par l'impact limité du choc pétrolier sur l'inflation et par l'arrêt de l'appréciation de l'euro.

En France, la période de croissance modérée engagée depuis 2004 se poursuit, le PIB progresse de 2 % en 2006. Les services marchands constituent le soutien principal depuis 2003,

même si une tendance à l'accélération dans les autres secteurs opère actuellement un rééquilibrage. L'évolution récente de l'investissement des entreprises manque de dynamisme. L'année 2006 se conclut donc sur un bilan en demi-teinte pour l'économie française malgré le dynamisme de la demande des ménages et les conditions mondiales favorables. Le secteur industriel et le commerce extérieur sont les deux talons d'Achille de l'économie.

### Un choc pétrolier sans inflation

En 2006, le prix du baril de Brent augmente de 10 dollars en moyenne. Pourtant, l'inflation ne progresse pas en France et tombe à 1,6 % après 1,8 % en 2005. L'intensité énergétique moindre, les importations de produits manufacturés en provenance des pays émergents et la réduction des marges de la grande distribution limitent fortement l'inflation. Seul le creusement du déficit extérieur témoigne véritablement du choc pétrolier. En effet, la demande en provenance des pays exportateurs de

pétrole s'avère moins forte qu'au cours des chocs précédents.

### Le commerce extérieur pèse sur le PIB

Le commerce extérieur pénalise moins l'économie en 2006 mais sa contribution au PIB (Produit Intérieur Brut) demeure négative (- 0,4 point).

La pénétration des biens importés poursuit sa progression régulière. La demande intérieure demeure largement satisfaite par des importations manufacturées qui progressent à nouveau fortement en 2006 (+ 9,4 % en moyenne annuelle).

Les exportations de biens et services de la France s'accroissent de 6,2 % en 2006, soit un quasi-doublement de rythme par rapport à 2005 (+ 3,2 %). L'embellie allemande explique en partie le dynamisme de la demande étrangère, à l'origine de ce rebond. Les exportateurs français ne perdent presque plus de parts de marché, notamment parce que la demande de nos plus proches voisins, plus facile à satisfaire que celle des pays plus lointains, s'accélère nettement.

### Une nouvelle année de morosité industrielle

Malgré l'amélioration enregistrée sur le front des exportations, le passage à vide de l'industrie française n'est pas véritablement terminé en 2006. La croissance de la production manufacturière (+ 1,4 % contre + 0,3 % en 2005) est décevante.

L'industrie automobile ampute significativement la progression d'ensemble. C'est principalement sa perte de compétitivité qui explique la hausse des importations et le ralentissement des exportations du secteur.

### Consommation des ménages : la vraie locomotive

En 2006, le rebond de la croissance française vient surtout du dynamisme robuste de la consommation des ménages : + 2,7 %, la plus forte progression depuis six ans.

Cette dernière tient quasi exclusivement à l'augmentation du pouvoir d'achat du revenu disponible brut. Celui-ci profite de la reprise des revenus des entrepreneurs individuels, des hausses de salaires réels et de l'amélioration du marché du travail. En 2006, le salaire par tête dans le secteur privé non agricole monte de 3,3 %.

Avec le retard habituel, le redémarrage de l'emploi suit celui de l'activité depuis mi-2005.

En 2006, 252 000 emplois sont créés dans l'ensemble de l'économie française. Cette hausse de l'emploi est largement soutenue par l'augmentation des créations d'emplois salariés dans le secteur concurrentiel (+ 192 000 sur l'ensemble de l'année après + 117 000 en 2005). Elle bénéficie également d'une forte augmentation dans les secteurs non marchands, où l'emploi aidé progresse.

Comme en 2005, l'investissement des entreprises progresse de 3,8 % en 2006. L'accélération des investissements en bâtiment et tout particulièrement des travaux publics en fin d'année compense une moindre contribution des autres dépenses en équipements par rapport à l'année précédente.

### 2007 : l'économie française résisterait au ralentissement international

L'environnement international de la France devient en ce début d'année 2007 moins porteur. L'économie

américaine est toujours freinée par la chute du marché immobilier. La reprise clairement engagée dans la zone euro en 2006 serait temporairement freinée par les resserrements budgétaires. Les hausses de fiscalité en Allemagne et en Italie devraient peser sur les demandes intérieures des deux pays, ce qui se traduirait par un fléchissement de la croissance de la zone. Toutefois l'interruption de la hausse des prix du pétrole soutiendrait la croissance et l'économie mondiale ne ralentirait que légèrement au premier semestre 2007.

L'économie française reste en mesure de résister à ce ralentissement international. Nos exportations devraient évoluer sur un rythme modéré avec le tassement de la croissance chez nombre de nos partenaires. Cependant, la demande intérieure ne flancherait pas. L'amélioration du marché du travail, qui pousse à la hausse les revenus salariaux, les baisses d'impôt et le reflux de l'inflation soutiennent le pouvoir d'achat des revenus.

En 2007, le rythme de progression de l'emploi total se confirmerait avec une hausse de l'ordre de 110 000 postes au premier semestre. Environ 100 000 postes salariés seraient créés dans le secteur concurrentiel. En revanche, l'arrivée du plan de cohésion sociale en régime de croisière, se traduirait par une quasi-stabilisation de l'emploi aidé dans les secteurs non marchands. Le taux de chômage devrait alors continuer de se replier jusqu'en juin.

■ D'après la note de conjoncture de mars 2007 (direction générale de l'Insee)